

TOUJOURS CETTE MÊME GROSSE ARNAQUE

Comment les grands pollueurs se servent du concept de « zéro émission nette » pour bloquer toute action significative à la COP26

OCTOBRE 2021

En préparation de la COP26, les entreprises se servent du « zéro émission nette » pour bloquer une politique climatique efficace et verdir leur image tout en maintenant le statu quo. Ce dossier détaille l'escroquerie que représente le concept de « zéro émission nette » et le greenwashing, lors de la COP26, de six grandes entreprises – mais notons qu'elles ne sont pas les seules.

En juin 2021, plus de 70 groupes de justice climatique du monde entier ont lancé un rapport intitulé « La grosse arnaque. » Cette étude s'appuyait sur des rapports et des analyses antérieures relatifs au « zéro émission nette » et révélait comment les grands pollueurs de divers secteurs économiques défendent un agenda « zéro émission nette » pour retarder l'action climatique, tromper le public et nier la nécessité d'une action réelle, urgente et significative. Ce dossier se situe dans le prolongement du rapport « La grosse arnaque » et fournit plus de détails sur les agendas « zéro émission nette » de six grandes entreprises. Parmi ces acteurs figurent des sponsors de la COP26, de grandes compagnies pétrolières et gazières, ainsi que des personnes influentes au sein de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et d'autres initiatives liées au concept de « zéro émission nette », telles que la Taskforce on Scaling Voluntary Carbon Markets (TSVCM – la Taskforce sur le marché volontaire des crédits carbone) et la Campagne Objectif zéro.

COP26 : L'HEURE N'EST PAS À UNE COP « ZÉRO ÉMISSION NETTE »

Dans le contexte pandémique actuel, le gouvernement britannique poursuit son projet d'accueillir la COP26 à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre 2021. La COP est présentée comme « sûre et inclusive », mais elle s'annonce tout autre. En raison d'un manque d'accès au vaccin, plus de 97 % des pays du Sud en ont été privés, tandis que l'incapacité du gouvernement britannique à distribuer des vaccins de manière proactive dans le monde, conjuguée à d'autres obstacles à leur participation, a exclu de facto de nombreux pays du Sud. Un large éventail de groupes de la société civile a demandé le report de la conférence jusqu'à ce que la sécurité puisse être assurée et une participation équitable garantie. En réalité, la COP26 sera une COP exclusive et excluante, où les intérêts de l'élite mondiale (principalement blanche et du Nord), notamment des pays et des entreprises polluantes, seront fortement représentés.

La COP26 est de plus en plus souvent surnommée la « COP zéro émission nette », en raison de la diffusion de l'idée selon laquelle les émissions néfastes pour le climat peuvent se poursuivre tant qu'elles sont compensées par des absorptions et des compensations de carbone. Mais ce n'est qu'une distraction, à un moment crucial où la seule voie à suivre doit impliquer de vraies actions, de vraies solutions et des démarches visant à changer de système pour nous conduire de toute urgence et de manière équitable à une « zéro émission réelle » en réduisant les émissions à la source. Si les grands pollueurs et les gouvernements comme ceux des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne parviennent à promouvoir leur programme polluant « zéro émission nette », la COP26 se soldera par des décisions politiques telles qu'une faible réglementation des marchés du carbone et un défilé d'engagements autorégulés en faveur du « zéro émission nette », de la part de pays et d'entreprises pollueurs qui mettent l'accent sur les relations publiques mais agissent peu. Si nous ne changeons pas radicalement de cap et ne nous écartons pas des fausses solutions soutenues par l'industrie et des engagements inadéquats, les dirigeants mondiaux risquent de manquer la seule chance qui nous reste de maintenir la hausse de la température planétaire en dessous de 1,5 °C.

BP : le géant des combustibles fossiles joue son rôle (de pollueur)



UNE EMPREINTE CLIMATIQUE SALE

En 2020, le PDG de BP a **annoncé au monde** « ...pour que BP joue son rôle et atteigne son objectif, nous devons changer...et nous voulons changer...c'est précisément ce dont le monde et BP ont besoin ».

Pourtant, l'entreprise continue de se comporter comme le géant des combustibles fossiles qu'elle est depuis plus de 100 ans, se faisant l'écho de la nécessité d'une action climatique tout en continuant à extraire, vendre et brûler des combustibles fossiles à un rythme alarmant. BP a fait part de ses projets de :

- Consacrer **71 milliards de dollars à l'extraction de combustibles fossiles** au cours des prochaines années (son intention avant la pandémie).
- Lancer pas moins de **sept nouveaux projets d'hydrocarbures** en 2022 dans le cadre d'un plan pluriannuel plus large visant à promouvoir l'hydrogène à partir du gaz fossile dans la transition énergétique. L'hydrogène est présenté comme un gaz « vert », mais il pourrait en fait **impliquer davantage de combustibles fossiles** (voir l'Annexe 2 sur les distractions dangereuses pour plus d'informations).

Les messages publics de BP passent sous silence ces agissements détestables, vantant parallèlement ses minuscules investissements dans les énergies renouvelables. Mais en réalité, depuis des dizaines d'années, BP – au même titre que d'autres grandes sociétés pétrolières et gazières – s'efforce de verdir son image tout en retardant et en diluant les réglementations qui pourraient l'obliger à renoncer aux combustibles fossiles enfouis dans le sol. Il n'est donc guère étonnant que la direction de BP ait récemment été appelée à **témoigner** devant le Congrès américain – aux côtés de Shell, Exxon et Chevron – à propos des efforts déployés par l'industrie en vue de tromper l'opinion publique et empêcher les actions de lutte contre le changement climatique. Mais BP n'a pas d'ennuis qu'aux États-Unis – en 2019 un **tribunal sud-africain a déclaré BP coupable** de crime environnemental.



L'ARNAQUE DU « ZÉRO ÉMISSION NETTE » DE BP Fausses solutions et pollution persistante

En février 2020, BP s'est félicitée de son « ambition » de devenir une entreprise « zéro émission nette » d'ici 2050, par le biais d'une **annonce** qui ne faisait état d'aucun plan ni objectif sur la manière d'atteindre ce but louable. En l'analysant, il ne s'agit que d'une promesse foncièrement dénuée de sens, qui offre beaucoup trop peu, beaucoup trop tard. Par exemple :

- BP prévoit que son niveau absolu d'émissions résultant de ses produits commercialisés continuera de croître **jusqu'en 2030 au moins**.
- La société prévoit d'allouer **9 milliards de dollars** supplémentaires à ses activités pétrolières et gazières en 2021, notamment pour des **projets dévastateurs** tels que le projet Vostok dans l'Arctique (via son partenaire russe Rosneft). Ce projet prévoit la production de 100 millions de tonnes de pétrole par an.

Malgré ses promesses de changement, l'analyse des plans commerciaux et climatiques de BP indique que ceux-ci **ne sont pas conformes à l'Accord de Paris**. Au lieu de cela, la société cherche à promouvoir de fausses solutions climatiques telles que le gaz fossile, un combustible qui peut être aussi néfaste **pour le climat que le charbon**. En outre, elle se fie à de **fausses solutions** et des technologies inopérantes telles que l'hydrogène, le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CCUS) et les compensations de carbone. BP est le **principal actionnaire** du plus grand promoteur de compensations de carbone forestier des États-Unis, ainsi qu'un grand partisan de l'hydrogène « bleu » à base de combustibles fossiles, une fausse solution qui maintiendrait les grands compagnies pétrolières en activité en continuant de **brûler des combustibles fossiles**.

BP se sert de l'agenda « zéro émission nette » pour promouvoir des intérêts polluants. Pour y parvenir, elle tire parti de sa position de premier plan au sein de la Taskforce on Scaling Voluntary Carbon Markets (TSVCM) (pour plus d'informations, voir l'Annexe 1 sur les initiatives « zéro émission nette »). Jeff Swartz, directeur climat chez BP, siège au **conseil d'administration** de la Taskforce.



GREENWASHING ET LOBBYING EN AMONT DE LA COP26

BP s'est montrée particulièrement active dans la période précédant la COP26 où seront négociées des décisions cruciales sur les marchés toxiques du carbone. Au Royaume-Uni, pays hôte de la COP26, elle a rencontré des représentants du secrétariat d'État britannique aux Affaires, à l'Énergie et à la Stratégie industrielle pas moins de **58 fois** entre juillet 2019 et mars 2021.

BP a également mis à profit un certain nombre de conférences pour promouvoir ses fausses solutions et se rapprocher des responsables politiques :

- En septembre 2021, elle a pris part à une conférence intitulée « **The road to COP26 : what is the role of biofuels ?** » Spencer Dale, économiste en chef de la compagnie, y a fermement défendu l'idée que le trio hydrogène, gaz et CCUS soit au cœur des objectifs de l'Accord de Paris.
- En octobre 2021, un autre dirigeant de BP s'est exprimé lors de l'évènement organisé par l'hebdomadaire *The Economist* « **Sustainability Week : Countdown to COP26** », aux côtés de nombreux décideurs de haut niveau, dont plusieurs ministres, un premier ministre et le secrétaire exécutif adjoint de la CCNUCC.

Bien que n'ayant pas été **retenue comme sponsor** de la COP26, BP peut tout de même récolter les fruits de ses apparitions publiques aux côtés des partenaires de la COP. Le 28 octobre, SSE, partenaire principal de la COP26, organise un évènement intitulé « **Rais[ing] the Curtain on COP26 – Lever le voile sur la COP26** » et a invité un dirigeant de BP à prendre la parole lors d'un débat sur la production et la distribution d'électricité à zéro émission. Lors de la COP :

- Le géant du pétrole et du gaz s'est associé à British Airways et à son initiative « **BA Better World** » pour alimenter les vols entre Londres, Glasgow et Édimbourg pendant le sommet de la COP26 sur le climat avec un prétendu « carburant d'aviation durable », une affirmation d'autant plus douteuse que le carburant promu est en partie composé de kérosène traditionnel.
- BP tirera probablement profit de son rôle au sein de la TSVCM et de sa participation à des groupes commerciaux, tels que le World Business Council for Sustainable Development, pour courtiser les responsables politiques et leur présenter sa série de fausses solutions. Selon l'ancien négociateur Yeb Saño, la TSVCM a tenté de présenter la compensation comme « **une victoire pour les pays du Sud** » malgré de **nombreuses analyses** démontrant que ce sont les pollueurs qui bénéficient des compensations au détriment des communautés et des écosystèmes.

Microsoft: Partenaire principal polluant de la COP26



UNE EMPREINTE CLIMATIQUE SALE

Dans la perspective de la COP26, **Microsoft a clamé** croire « *profondément au pouvoir de la COP26 de rassembler les personnes indispensables afin de centrer précisément nos efforts sur les engagements et les démarches nécessaires.* » Et en tant que **Partenaire principal** de la COP26, on pourrait espérer qu'elle s'exécute. Mais derrière sa façade verte se cache un géant technologique, promoteur mondial de l'extraction et de la consommation ininterrompues des combustibles fossiles. Microsoft est le **principal partenaire technologique** de l'industrie pétrolière et gazière – l'entreprise est spécialisée dans le commerce de l'intelligence artificielle qui aide à la découverte et à l'extraction du pétrole. Selon Greenpeace, le contrat de la société avec ExxonMobil pourrait à lui seul « entraîner des émissions supérieures à 20 % **de l'empreinte carbone annuelle** de Microsoft ».

Bien que tirant tous les avantages réservés notamment aux sponsors des négociations sur le climat, Microsoft n'a jamais **donné de date** concernant la fin de ses collaborations avec le secteur des combustibles fossiles. Et avec un plan « zéro émission nette » qui repose en grande partie sur l'utilisation de la technologie pour absorber les émissions et les compensations (la société pourrait devoir acheter **6 millions de tonnes de crédits de carbone** chaque année d'ici 2030) plutôt que de réduire réellement les émissions et de se retirer des accords avec les grands pollueurs, elle ne semble pas prête à s'engager sérieusement dans l'action climatique.



L'ARNAQUE DU « ZÉRO ÉMISSION NETTE » SELON MICROSOFT

Engagement impossible et supercherie

Un sponsor de la COP26 reçoit les plus grands éloges en tant que champion du climat, alors même qu'il est a) le plus grand partenaire technologique de l'industrie des combustibles fossiles et envisage b) un plan climat « zéro émission nette » basé sur une comptabilité douteuse, des compensations forestières réduites en cendres et une technologie inexistante.

À travers son « **engagement à atteindre un bilan carbone négatif d'ici 2030** », Microsoft prévoit d'aller au-delà du « zéro émission nette » en devenant une entreprise « négative en carbone » d'ici 2030, ce qui implique qu'elle éliminera plus de carbone de l'atmosphère qu'elle n'en émet.

Cependant, cette promesse est truffée de fausses solutions et comportent des stratégies problématiques, notamment en raison d'une confiance excessive dans les technologies d'élimination du carbone et les systèmes de compensation, au lieu de réduire les émissions à la source. L'entreprise a financé « l'élimination » de 1,3 million de tonnes métriques de CO₂ dans le cadre de 26 projets de suppression du carbone dans le monde. Mais même ce géant de la technologie reconnaît les faiblesses de ces « solutions » supposées.

En voici quelques exemples :

- Les méthodes de comptabilité carbone actuellement utilisées « **manquent de précision et d'un cadre contraignant** », ce qui signifie que Microsoft ne peut pas « garantir que les progrès dont il est fait état se traduisent concrètement dans le monde réel ».
- Certaines de ses compensations de carbone sont **parties en fumée** : des incendies survenus aux États-Unis au début de l'année 2021 ont brûlé les forêts américaines qui constituent la base des crédits carbone achetés par Microsoft et d'autres (dont BP). Pour reprendre les termes d'Elizabeth Willmott, responsable du programme carbone de Microsoft, « nous avons acheté des compensations forestières qui brûlent maintenant ».
- La technologie sur laquelle repose ses plans « zéro émission nette » **n'existe pas encore** : même Microsoft admet qu'« ... il n'existe pas à l'heure actuelle de véritable écosystème d'élimination du carbone. Il faudrait mettre en place un tout nouveau marché d'une ampleur sans précédent. »
- Malgré ces lacunes, son plan « zéro émission nette » retient l'attention et l'assentiment du public grâce aux initiatives « zéro émission nette » auxquelles participe l'entreprise, notamment la « Science Based Targets Initiative » et la Campagne Objectif zéro (voir l'Annexe 1 pour plus d'informations sur ces initiatives).



GREENWASHING ET LOBBYING EN AMONT DE LA COP26

En tant que partenaire principal de la COP26, Microsoft aura un accès illimité aux décideurs politiques et aux chefs d'État et sera autorisé à promouvoir sa marque polluante, en plaçant son logo à côté de celui de la CCNUCC.

En terme de greenwashing :

- L'entreprise a fait de nombreuses annonces très ambitieuses dans les mois précédant la COP26, probablement pour tenter de s'attirer les bonnes grâces publiques et politiques, notamment un don de **100 millions de dollars** au projet « Breakthrough Energy Catalyst » de Bill Gates, en vue d'accélérer les fausses solutions, notamment l'hydrogène et le captage du carbone (voir l'annexe 2 pour plus d'informations) et la promesse de lancer un « Fonds d'innovation carbone » d'un **milliard de dollars** sur quatre ans pour le développement de technologies climatiques « innovantes ».
- Microsoft et ses filiales auraient dépensé plus de 5 millions de dollars en **lobbying aux États-Unis** en 2021 jusqu'à présent et plus de **9 millions de dollars** en 2020, mobilisant plus de 100 lobbyistes chaque année. Une analyse récente a révélé que Microsoft faisait partie d'un groupe d'entreprises qui s'engageaient publiquement à lutter contre le changement climatique tout en « soutenant des groupements d'entreprises **qui s'opposent à une législation historique en faveur du climat** ».
- À Bruxelles, l'entreprise a dépensé plus de **5 millions d'euros** en lobbying au cours du dernier exercice financier, et a déclaré que le paquet climatique « Ajustement à l'objectif 55 » de l'UE, qui se concentre en partie sur les marchés du carbone et l'obtention d'un « zéro émission nette » d'ici 2050, constituait un objectif clé.

Pendant la COP, soyez attentifs au **Parlement des enfants** virtuel organisé par une société de relations publiques engagée par Microsoft et deux autres entreprises. Et attendez-vous à ce que Microsoft saisisse les nombreuses occasions qui lui seront offertes de vanter son prétendu « engagement pour le climat » sur la scène internationale.





UNE EMPREINTE CLIMATIQUE SALE

Drax insiste sur le fait que « *La lutte contre le changement climatique est au cœur de notre objectif et nous nous engageons à aider le Royaume-Uni et le reste du monde à atteindre ses objectifs en matière de changement climatique.* » En apparence, l'entreprise peut sembler plus « verte » que les autres – cet incinérateur de biomasse se présente même comme un « pionnier des énergies renouvelables ». Mais ne vous laissez pas berner : Drax reste la plus grande source d'émissions de CO₂ du Royaume-Uni et la troisième en Europe avec les centrales au charbon, si l'on tient compte des émissions de biomasse – brûler du bois pour produire de l'électricité peut se solder par des émissions plus élevées que la combustion du charbon. En fait, les centrales électriques de Drax brûlent plus de bois que n'importe quelle autre centrale dans le monde, détruisant les hauts lieux de la biodiversité et favorisant la déforestation des forêts de feuillus indigènes aux États-Unis dont elles s'approvisionnent régulièrement. Son business plan repose sur la conversion de terres naturelles en plantations d'arbres en monoculture, qui sont ensuite abattus et brûlés pour produire une énergie à forte émission. Mais grâce à son label « énergie renouvelable », elle perçoit plus de 2 millions de livres sterling par jour en subventions publiques pour brûler des millions de tonnes d'arbres chaque année.



L'ARNAQUE DU « ZÉRO ÉMISSION NETTE » SELON DRAX

Failles comptables et destruction des forêts

Bien qu'elle soit plus polluante que toutes les centrales électriques au charbon d'Europe, à l'exception de deux d'entre elles, Drax a annoncé son ambition de devenir la première « entreprise neutre en carbone » au monde d'ici 2030.

Drax prétend pouvoir capter et stocker jusqu'à 16 millions de tonnes de CO₂ par an en ayant recours à une technologie dangereuse et non testée, baptisée « Bioénergie avec captage et stockage du carbone » (BECCS – pour plus d'informations, voir l'Annexe 2). Mais pour être « négatif en carbone », Drax devrait d'une manière ou d'une autre « compenser » toutes ses émissions, et c'est là que se trouve la faille comptable. À l'heure actuelle, Drax, en partenariat avec C-Capture, peine à capter 1/100ème des émissions par rapport aux prévisions du gouvernement britannique, avant de les rejeter ensuite directement dans l'atmosphère. Drax promeut son programme lucratif par le biais de son association qui comporte d'importantes initiatives « zéro émission nette », à l'instar de la Campagne Objectif zéro.

Ce pollueur ne craint pas de promouvoir ses fausses solutions climatiques, même auprès des plus jeunes. Pendant le confinement au Royaume-Uni, Drax a publié des supports éducatifs en ligne et organisé des webinaires interactifs et des visites virtuelles pour les parents, les enseignants et les élèves dès l'âge de sept ans, afin de promouvoir la BECCS et la nouvelle image de marque de la société en matière d'« énergie renouvelable ».



GREENWASHING ET LOBBYING EN AMONT DE LA COP26

Drax a la réputation de s'acoquiner avec les responsables politiques et les décideurs. Ses lobbyistes ont rencontré des secrétaires d'État britanniques à 31 reprises entre juillet 2019 et mars 2021, dont une visite de la principale centrale électrique de l'entreprise dans le Yorkshire par le secrétaire d'État britannique aux Affaires Kwasi Kwarteng. Kwarteng est un admirateur de Drax – à l'approche de la COP26, il a écrit dans un journal local du Yorkshire que la société était « la première entreprise de biomasse durable au monde ». L'année dernière, il a également pris la parole avec son PDG Will Gardiner lors de la conférence du parti conservateur. Lors de la conférence de cette année, l'entreprise a parrainé de nombreux événements en marge de l'événement, notamment un déjeuner-rencontre où M. Gardiner a participé à un groupe de travail avec des décideurs.

Les étroites relations qu'entretient Drax avec les responsables politiques s'étendent également à l'équipe britannique de la COP26 :

- Will Gardiner, le PDG de DRAX a personnellement accueilli le président de la COP26, M. Alok Sharma, sur le stand d'exposition de Drax lors de la conférence du parti conservateur, cette année.
- L'ex-présidente désignée de la COP26, Claire O'Neil, a publiquement défendu Drax sur Twitter en réponse à une critique concernant les affirmations de l'entreprise sur la durabilité et les émissions négatives.
- Le gouvernement britannique a invité M. Gardiner à s'exprimer lors de son événement parallèle à la COP25, où il a pu mettre en avant cette nouvelle image écologique de « compagnie d'énergie renouvelable » promettant des émissions négatives.

Drax a profité d'événements et de conférences ouvertes au public pour rallier des soutiens à ses fausses solutions, à l'approche de la COP26 :

- Un mois avant les négociations sur le climat, Drax a bénéficié d'un accès direct à une brochette d'éminents responsables et décideurs politiques grâce à son parrainage du Net Zero Festival, où l'entreprise a profité d'un large temps d'antenne dans le cadre du webinaire « Zoom in on Net Zero ».
- Elle a également été choisie par le gouvernement britannique pour faire partie des entreprises britanniques – « la douzaine verte » – invitées au Sommet mondial sur l'investissement, qui a eu lieu une dizaine de jours avant la COP. Elle a été invitée à y présenter sa « technologie innovante de bioénergie avec captage et stockage du carbone (BECCS) » ; une occasion idéale, puisque Drax cherche également à obtenir davantage de subventions publiques pour déployer sa technologie.

Le troisième plus grand pollueur d'Europe est bien placé pour exercer une influence majeure à la COP26, où il bénéficiera d'un accès direct aux décideurs de haut niveau grâce à son statut de partenaire du Forum de l'innovation durable, qui se déroule pendant les négociations. Au cours de cette manifestation, Drax devrait s'exprimer aux côtés du ministre suédois de l'Environnement et du Climat. Attendez-vous à ce que l'entreprise maquille en vert ses activités polluantes à tout bout de champ et à ce qu'elle assure la promotion de la BECCS en affirmant qu'il s'agit d'un élément crucial des démarches « zéro émission nette », compte tenu de son intention de développer ses dangereuses installations de BECCS dans le monde.



UNE EMPREINTE CLIMATIQUE SALE

L'Association internationale pour l'échange de droits d'émission (IETA) est un groupe industriel financé par des géants des combustibles fossiles comme BP, Chevron et Shell, ainsi que par d'autres **grands pollueurs** comme Drax et Rio Tinto, sans oublier la société qui les finance, la Bank of America Merrill Lynch. Son **conseil d'administration** comprend des représentants actuels de Shell, Chevron et Bank of America Merrill Lynch ; son président est le principal conseiller de Rio Tinto ; et son membre honoraire a souvent **négocié** au nom des gouvernements des pays du Sud lors des négociations sur le climat.

L'IETA a **déclaré** que « ... le changement climatique nous implore de penser différemment – de penser à 'nous collectivement' dans notre cheminement commun, en nous montrant à la hauteur du défi de notre vie ». Pourtant depuis plus de 20 ans, sa seule raison d'être est de **promouvoir le modèle inopérant des marchés du carbone** et d'autres fausses solutions privilégiées par ses membres pollueurs, au détriment de tout le reste. Et son impressionnant **bilan** à ce titre ne permet pas d'en douter. Elle peut être considérée comme l'un des fronts les plus influents défendant les intérêts des pollueurs à la CCNUCC.



L'ARNAQUE DU « ZÉRO ÉMISSION NETTE » SELON L'IETA

Fausse dichotomie entre marchés du carbone ou effondrement du multilatéralisme

Un examen plus approfondi des plans mondiaux proposés par l'IETA révèle un raisonnement très inquiétant. L'IETA s'est **engagée** à promouvoir des politiques « zéro émission nette » qui ont pour cœur les marchés du carbone et les systèmes d'échange de droits d'émission. Son rapport annuel 2020, « **Vision 2050** », présentait deux scénarios d'avenir contrastés : l'un où la collaboration mondiale est axée sur la promotion des marchés du carbone comme une panacée à l'échelle planétaire, et l'autre où la collaboration mondiale n'aboutit pas à un système unifié de marchés du carbone, un scénario qu'il décrit comme conduisant à un « effondrement du multilatéralisme ».

L'IETA souhaite **développer les marchés du carbone** pour financer des mesures d'adaptation climatiques, ce qui revient à essayer de remplacer les engagements financiers publics des pays riches en faveur de l'adaptation par des financements privés motivés par le profit. En bref, elle tente d'effacer la dette climatique des pays du Nord, principaux responsables des émissions historiques, envers les pays du Sud. L'IETA part également du principe que les technologies permettent d'obtenir des compensations d'une « ampleur sans précédent », ce qui autoriserait ses membres du Nord à continuer d'émettre.

Les scénarios mondiaux futurs que l'IETA a imaginés ignorent complètement le principe des « responsabilités communes mais différenciées » qui sous-tend l'Accord de Paris, ainsi que la pléthore de solutions non marchandes concrètes et éprouvées que les dirigeants mondiaux pourraient plutôt privilégier dans le cadre d'une coordination mondiale afin de faire face à la crise climatique. Il convient de noter que l'IETA reconnaît elle-même son **omission** dans ces scénarios axés sur le marché : « nous ne tirons pas de conclusions sur l'incidence... sur les sociétés et les écosystèmes. Nous nous sommes concentrés exclusivement sur les marchés du carbone ».

L'IETA joue un rôle de premier plan dans les efforts visant à faire progresser et à déployer les marchés mondiaux du carbone grâce à sa récente nomination au **secrétariat exécutif** du TSVCM (voir l'Annexe 1). Elle est également à la tête de l'initiative **Marchés pour des solutions climatiques naturelles**, dont l'objectif est d'instaurer des marchés mondiaux en faveur de solutions fondées sur la nature telles que les compensations d'émissions par la plantation d'arbres. Une autre fausse solution soutenue par l'industrie (voir l'Annexe 2 pour en savoir plus) – des entreprises comme Shell, Chevron et BP siègent à son comité directeur.



GREENWASHING ET LOBBYING EN AMONT DE LA COP26

L'IETA **définissant** le « zéro émission nette » comme « l'ambition ultime de la politique climatique internationale », il faut s'attendre à ce qu'elle utilise toutes les opportunités possibles avant la COP26 pour promouvoir son programme soutenu et financé par les pollueurs. Si l'on se fie à l'expérience passée, ses troupes à pied d'œuvre devraient être nombreuses lors des négociations. Généralement, sa délégation relègue au second plan **les délégations gouvernementales de taille moyenne**.

- COP11, 2005 : cette année-là, l'IETA a envoyé une délégation de 402 personnes, contre 15 personnes en moyenne pour les délégations gouvernementales. Lors de cette COP, 21 décisions historiques ont été adoptées officialisant le marché du carbone et les systèmes de compensation dans le protocole de Kyoto, supplantant les méthodes de réduction réelle des émissions.
- COP13, 2007 : l'IETA a délégué 381 représentants aux négociations, où a été adopté le plan d'action de Bali, dont une partie a ouvert la voie à une action climatique de peu d'ambition et autorégulatrice et, en fin de compte, à la mise en place de mécanismes tels que les marchés du carbone. La délégation de l'IETA était la plus importante représentation non gouvernementale.
- COP24, 2018 : la délégation de l'IETA comptait 103 personnes, soit près de deux fois la taille moyenne des délégations gouvernementales, cette année-là. Au cours de ces pourparlers, les gouvernements ont mené d'intenses négociations sur les « règles » d'utilisation des marchés du carbone pour atteindre les engagements climatiques pris dans le cadre de l'Accord de Paris.
- COP25, 2019 : l'IETA comptait 129 délégués, soit le double de la taille moyenne des délégations gouvernementales. À Madrid, les pollueurs ont tenté de faire passer en force les « règles » de l'article 6 relatives aux marchés du carbone, qui étaient truffées de lacunes et de déficiences.
- Intersession de la CCNUCC, juin 2021 : l'IETA y disposait de la plus grande **délégation de défense des intérêts des pollueurs** qui, selon la **liste provisoire des participants** de la CCNUCC, comprenait le conseiller en chef pour le changement climatique, David Hone, et Andrei Marcu, membre honoraire du conseil d'administration de Shell, en qualité de négociateur dans une délégation gouvernementale.

Un mois après la COP26, l'IETA a organisé un **sommet sur le climat** pour l'Amérique latine et les Caraïbes, réunissant des gouvernements et des entreprises afin de discuter des marchés du carbone.

Lors de la COP26 elle-même :

- Elle accueillera son traditionnel **Business Hub** – une série de manifestations à l'initiative de ses membres. Le programme n'a pas encore été publié à l'heure où nous écrivons ces lignes, mais lors de la **COP25, le Business Hub de l'IETA** était bondé de pollueurs adeptes du greenwashing et débordait de stands de partenaires commerciaux et sponsors du Hub comme Chevron, où se rencontraient décideurs et figures de proue des Nations Unies. **Au cours des deux semaines de tenue de ce Hub, 74 événements parallèles** ont été organisés, dont cinq ont permis à Shell de présenter ses solutions fondées sur la nature (voir l'Annexe 2 pour en savoir plus) aux côtés d'autres grands pollueurs comme BP et Enel.

L'IETA va publier un programme d'information en vue de promouvoir son agenda « zéro émission nette », qui repose sur les marchés du carbone et les solutions naturelles. Le teaser du programme, intitulé « **Blue Sky Thinking** », montre le directeur de l'IETA chez lui, dans son ranch, évoquant les conséquences personnelles de la crise climatique. Bien que l'IETA tente de donner une image plus humaine des partisans de ce dangereux marché, elle reste redevable envers les centaines d'entreprises qui la composent et se doit de défendre leurs intérêts.

BlackRock : rien (sinon l'argent) n'est plus important que le changement climatique



UNE EMPREINTE CLIMATIQUE SALE

En dépit du fait que Larry Fink, le PDG de BlackRock, se soit engagé à abandonner le charbon et à commencer à investir de manière durable, la plus grande société de gestion d'actifs au monde reste le **deuxième plus grand investisseur institutionnel dans le charbon**, avec 85 milliards de dollars détenus dans des sociétés telles que Glencore et RWE. Elle détient également 75 milliards de dollars dans des entreprises impliquées dans la **production de sables bitumineux**, qui a entraîné de graves violations des droits de l'homme et de l'environnement, et qui représente une bombe à retardement pour le climat. En Europe, elle détient 5 % au moins des actions des **principales compagnies pétrolières et gazières**, et malgré un **tollé général**, est partie prenante dans des entreprises qui déforêtent, notamment en Amazonie. Un **rapport** de Les Amis de la Terre, Amazon Watch et Profundo a conclu : « BlackRock figure parmi les trois premiers actionnaires de 25 des plus grandes entreprises cotées en bourse associées à un risque de déforestation, et parmi les dix premiers actionnaires de 50 des plus grandes entreprises du monde associées à un risque de déforestation. »

Au début de l'année, Larry Fink, le PDG de BlackRock a écrit « *Aucune question ne figure plus haut que le changement climatique sur la liste des priorités de nos clients.* » Cette affirmation paraît peu crédible, à la lumière des informations présentées ci-dessous.



L'ARNAQUE DU « ZÉRO ÉMISSION NETTE » SELON BLACKROCK

De vagues engagements et des objectifs climatiques qui laissent à désirer

En 2021, Larry Fink, le PDG de BlackRock, a adressé un **courrier** aux PDG de ses clients pour leur exposer les engagements de la société visant « zéro émission nette d'ici 2050 ou plus tôt ». Cependant, selon **Reclaim Finance**, la lettre « n'est pas suffisamment explicite quant à la manière de décarboner les portefeuilles de BlackRock », tandis qu'un **rapport** publié conjointement avec Sunrise Project note que les lacunes de son plan rendent très improbable le maintien de la hausse des températures en dessous de 1,5 °C tout en renonçant aux combustibles fossiles enfouis dans le sol. BlackRock n'a aucune **référence en matière de réduction d'émissions** à court ou moyen terme et n'a aucun plan à court terme pour exclure les retardataires climatiques de ses portefeuilles, en particulier les compagnies de carburants fossiles qui prévoient de développer de nouvelles réserves. Et il est très peu probable qu'elle devienne un actionnaire militant : le bilan de BlackRock en matière d'opposition aux résolutions des actionnaires était encore pire en 2020 qu'en 2019, **rejetant 88 %** des résolutions favorables au climat.

Sandra Boss, directrice générale de BlackRock, est **étroitement associée** à la Taskforce for Scaling up Voluntary Carbon Markets (TSVCM, voir l'Annexe 1). La TSVCM a été créée par l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre et banquier de Goldman Sachs, Mark Carney, qui est aujourd'hui l'Envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'action climatique et le conseiller financier du Premier ministre britannique pour la COP26. La directrice générale de BlackRock n'est pas seulement une partisane de la TSVCM, elle est aussi membre de son **Haut Conseil consultatif**.

BlackRock est également bien placé pour promouvoir le concept « zéro émission nette » dans le secteur financier, en raison de son statut de membre clé d'une autre initiative liée à Mark Carney, la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ, voir l'Annexe 1). La GFANZ est censée être le « forum stratégique » qui guidera le reste du système financier dans sa transition vers le « zéro émission nette » et coordonnera les autres initiatives financières liées au « zéro émission nette », telles que l'initiative **Net Zero Asset Managers**, dont BlackRock fait **également partie**. Le PDG Larry Fink participe même au « **Senior Group** » de l'Alliance, ayant assisté à la première réunion aux côtés d'autres PDG de la finance et du président de la COP26, Alok Sharma. Les personnes réunies ont discuté des « priorités, des axes de travail et des résultats attendus de l'Alliance à la COP26 ».



GREENWASHING ET LOBBYING EN AMONT DE LA COP26

Avant la COP26, BlackRock a fait étalage de son impressionnante force de lobbying toutes entreprises confondues :

- Aux États-Unis, BlackRock a déclaré avoir dépensé 1,83 million de dollars en lobbying en 2020, avec pour **cible principale** l'actuel Président des États-Unis, Joe Biden.
- Au sein de l'UE, elle a déclaré avoir dépensé plus de 1,25 million d'euros en 2020 en **lobbying**. Mais si l'on ajoute les **23 groupes de pression** dont elle est membre, le chiffre total dépasse 28 millions d'euros.

La COP26 est saluée comme la COP du **financement** du « zéro émission nette ». Le Royaume-Uni, à la présidence, et d'autres pays du Nord tentent de mettre en place un « **système de financement privé** » du « zéro émission nette » qui pourra être dévoilé lors de la conférence. Cela signifie que BlackRock et ses cohortes de financiers seront très sollicités avant et pendant la COP, en participant à de nombreuses discussions et à des événements de haut niveau, à la fois virtuellement et sur place, qui influenceront probablement les débats et ses résultats.

BlackRock s'est montré très actif, prenant la parole lors de **multiples conférences** sur le thème du climat dans le cadre de la préparation de la COP26. Dix jours avant la COP, le PDG de BlackRock, Larry Fink, devait **participer** à un événement avec la Reine au château de Windsor. Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, l'avait sollicitée pour coorganiser une **conférence sur le financement vert**. Le « **Sommet mondial sur l'investissement** » a été perçu par le gouvernement britannique comme l'occasion de s'afficher « déroulant le tapis vert devant certaines des plus grandes entreprises du monde ». En retour, BlackRock et d'autres financiers ont la possibilité de manifester leurs engagements en faveur du « zéro émission nette » et de marteler l'importance de la finance privée.

Lors de la COP elle-même, le plus grand gestionnaire d'actifs au monde participera à de nombreux **groupes de travail** et **conférences** sur l'évolution vers le « zéro émission nette », aux côtés de décideurs et de personnalités de haut niveau. Le mercredi 03 novembre 2021, le **COP26 Finance Day** offrira à BlackRock et à la « Glasgow Financial Alliance for Net Zero » une occasion unique de faire des annonces.

Shell : Un champion délinquant climatique reconnu



UNE EMPREINTE CLIMATIQUE SALE

Shell est l'une des plus grandes entreprises pétrolières et gazières du monde et un émetteur majeur. L'entreprise est historiquement responsable de 2 % des émissions totales de CO₂ et de méthane entre 1854 et 2018. Si l'on y ajoute un lourd passif de violations des droits de l'homme et de destruction de l'environnement, il n'est pas étonnant que les militants la considèrent comme un délinquant climatique.

En mai 2021, un tribunal néerlandais a tenu compte des demandes de militants qui contestent légalement l'inaction de Shell en matière climatique et lui a ordonné de réduire ses émissions de CO₂ de 45 % d'ici à la fin de 2030 (par rapport à 2019). Même si ses actions sont désormais jugées insuffisantes par la Justice, Shell insiste sur le fait qu'elle « jouera [son] rôle...respectera les droits de l'homme...et soutiendra pleinement l'objectif de l'Accord de Paris... ».

Une étude récente portant sur les activités de Shell en Indonésie, en Afrique du Sud, au Mozambique, au Nigeria et au Canada a conclu que son modèle économique prospérait sur les inégalités et la violence, et que la compagnie a « réduit au silence et mis à l'écart les perspectives, la vie et les moyens de subsistance des communautés les plus vulnérables ». Les actions en justice contre Shell se multiplient et, en janvier, un autre tribunal a décidé que Shell devait indemniser les agriculteurs nigériens suite aux déversements d'hydrocarbures qui continuent de détruire leurs terres et de réduire leurs moyens de subsistance.



L'ARNAQUE DU « ZÉRO ÉMISSION NETTE » SELON SHELL

Des progrès en maintenant le statu quo

En février 2021, Shell a présenté sa stratégie « **Powering Progress** » visant à « accélérer la transition de nos activités vers des émissions nettes nulles ». Comme on pouvait s'y attendre, l'analyse de plusieurs groupes a mis en évidence des failles dans son plan, révélant au contraire que la société se sert de la carte « zéro émission nette » pour promouvoir le statu quo. Ses plans prévoient de :

- Augmenter ses opérations de gaz naturel liquéfié (GNL) de **20 %** au moins dans les prochaines années, plutôt que de réduire les émissions à la source.
- Consacrer **8 milliards de dollars** par an à la production de pétrole et de gaz.
- S'appuyer sur sa capacité à compenser 120 millions de tonnes de CO₂ par an – ce qui nécessite d'ici 2030 des terres équivalentes à **trois fois la superficie** des Pays-Bas, où est implanté le siège de Shell.

Le Professeur Wim Carton de l'Université de Lund résume les failles des plans de Shell : « Si nous commençons à normaliser l'utilisation de ces émissions négatives à l'échelle planétaire, cela permettra à une entreprise comme Shell de prétendre qu'elle est en accord avec tout objectif climatique que vous proposez, simplement sur l'hypothèse d'émissions négatives à grande échelle et en affirmant en même temps que nous devons investir dans le développement du pétrole et du gaz. »

Shell fait du greenwashing en promouvant cette stratégie de « zéro émission nette » à titre individuel et par le biais d'une multitude de groupes industriels (tels que l'**IETA**, le World Business Council for Sustainable Development (**WBCSD**) – Conseil mondial des affaires pour le développement durable), de programmes auxquels elle est affiliée, notamment la TSVCM (pour plus d'informations, voir l'Annexe 1).



GREENWASHING ET LOBBYING EN AMONT DE LA COP26

Shell a réussi à influencer la politique climatique de la CCNUCC afin de promouvoir des systèmes tels que les marchés du carbone et les compensations. Son propre conseiller en matière de changement climatique, David Hone, a été cité comme « s'attribuant une partie du mérite » après être parvenu à intégrer les marchés du carbone dans l'Accord de Paris.

L'entreprise s'est également montrée active dans le lobbying auprès des gouvernements britannique et européen :

- Entre juillet 2019 et mars 2021, Shell a rencontré à **57 reprises** des représentants du secrétariat d'État britannique aux Affaires, à l'Énergie et à la Stratégie industrielle.
- En juin, elle a pris part à la Table ronde britannique sur la reprise économique, qui portait notamment sur « les moyens de saisir les opportunités de croissance économique liées au passage à la neutralité des émissions nettes de carbone ». Au cœur de cet agenda figurait un débat intitulé : « Quels sont les principaux obstacles réglementaires qui affaiblissent les incitations à investir dans le 'zéro émission carbone nette', et comment y remédier ? ».
- En 2020, Shell a également dépensé 4,25 millions d'euros pour faire pression sur les décideurs européens, en mobilisant **16 lobbyistes**.
- Des documents obtenus grâce à la réglementation sur la liberté d'information révèlent que Shell s'est employée sans ménagement à promouvoir sa stratégie « zéro émission nette », « Powering Progress », dans les mois précédant la COP26. Plus précisément, ce pollueur a organisé des réunions avec Frans Timmermans, le vice-président exécutif de la Commission européenne, qui dirige le programme phare de l'UE en matière de climat, le Pacte vert pour l'Europe.

Shell envoie systématiquement une délégation de cadres aux COP, et la COP26 ne fera pas exception. L'entreprise ne remplissait pas les conditions requises pour être retenue comme sponsor, mais elle a néanmoins imaginé diverses solutions pour continuer à exercer son influence, par exemple via l'intermédiaire de ses groupes de pression, l'IETA et le World Business Council for Sustainable Development. Shell est partenaire de l'initiative Sustainable Energy for All (**SEforALL**) – Énergie durable pour tous – qui aura un pavillon dédié dans le cadre de la COP26 sur la nécessité de combler le fossé de l'accès à l'énergie, de concert avec la Campagne Objectif zéro sur les émissions.

Annexe 1 : Principales initiatives « zéro émission nette »

Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ)

La Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ) a été lancée en avril 2021 sous la présidence de Mark Carney (l'Envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'action climatique), en partenariat avec la Campagne Objectif zéro à l'initiative de l'ONU et la présidence britannique de la COP26. Elle réunit les diverses initiatives « zéro émission nette » du système financier, notamment la Net Zero Asset Managers Alliance et la Net Zero Banking Alliance, et les rassemble sous l'égide de l'initiative Campagne Objectif zéro des Nations Unies. Selon Carney, l'alliance fédératrice se veut un « forum stratégique en vue de garantir que le système financier collabore afin d'élargir, d'approfondir et d'accélérer la transition vers une économie zéro émission nette », faisant fonction de « norme de référence pour les engagements zéro émission nette dans le secteur financier ». La GFANZ, qui a pour objectif de mobiliser « les milliers de milliards de dollars nécessaires » pour respecter l'Accord de Paris, est une autre initiative de l'industrie qui confie à ceux qui sont responsables de la crise climatique le soin d'en sortir. De nombreux PDG des plus grandes institutions financières qui soutiennent le dérèglement climatique sont impliqués, comme BlackRock, le plus grand fonds de gestion d'actifs au monde, fortement investi dans le statu quo polluant, [voir BlackRock]. La Net Zero Asset Managers Alliance, dont les membres se sont engagés à fixer des objectifs de réduction des émissions à court terme pour l'ensemble de leurs portefeuilles, a déjà fait l'objet de critiques pour avoir lancé des promesses qui sont restées lettre morte.

La Science Based Targets Initiative (SBTi)

La Science Based Targets initiative (SBTi) est la dernière initiative climatique multipartite bénévole initiée par l'ONU, soutenue par les grandes ONG environnementales et avec une forte implication de l'industrie, car elle évite les réglementations contraignantes. La SBTi a été mise en place à la suite de l'Accord de Paris de 2015 afin d'aider les entreprises à atteindre l'objectif « zéro émission nette » d'ici 2050 et à limiter la hausse des températures à 1,5 °C. Plus de 1 000 entreprises se sont inscrites, le Royaume-Uni, les Nations Unies et le conseil municipal de Glasgow ont même encouragé les entreprises à adhérer à l'initiative si elles souhaitaient parrainer les négociations de la COP ou louer un espace. Cependant, l'initiative s'est trouvée sous le feu des critiques en raison de son manque de transparence et pour avoir fait appel, lors de la rédaction des lignes directrices, aux entreprises qui sont elles-mêmes censées les suivre. Le groupe de travail chargé d'élaborer des orientations pour le secteur du pétrole et du gaz comprend actuellement parmi ses membres Shell et BP. Sa crédibilité a également été remise en question par des militants qui s'opposent au charbon, dès lors que certains des plus grands émetteurs continuent d'attirer des investissements grâce à des plans SBTi apparemment peu convaincants. Bill Baue, l'un des premiers instigateurs de l'initiative SBTi et ancien conseiller technique, a même déposé une plainte officielle contre l'initiative, affirmant qu'elle ne respectait pas nécessairement la démarche scientifique et qu'elle soulevait également des questions concernant « d'importants problèmes de délits d'intérêts et de conflit d'intérêts ». Le 28 octobre, à la veille de la COP26, la SBTi lancera sa nouvelle « norme mondiale de zéro émission nette ».

La Campagne Objectif zéro

La Campagne Objectif zéro organisée par les Nations Unies a vocation à rassembler les acteurs non étatiques, tels que les entreprises, les institutions financières et les villes, autour de l'objectif « zéro émission nette » dans la perspective de la COP26. Elle est dirigée par deux propagandistes de haut-niveau, le britannique Nigel Topping, ex-PDG de la coalition We Mean Business, qui a grandement contribué à faire entendre la voix des entreprises dans l'Accord de Paris. Les signataires « s'engagent » dans un premier temps à atteindre l'objectif « zéro émission nette » avant d'élaborer un plan, de prendre des mesures et de publier les résultats. Parmi les membres de la coalition figurent les sponsors de la COP26, SSE Power et National Grid, ainsi que le troisième plus grand pollueur, la centrale électrique Drax. Cent jours avant la COP26, l'organisation a publié un plan directeur pour la COP26, donnant son aval à un déploiement massif du captage, de l'utilisation et du stockage du carbone (CCUS) et à des technologies « d'élimination du carbone », notamment la « bioénergie avec captage et stockage du dioxyde de carbone (BECCS), le captage et le stockage directs de l'air (DACs), le biochar, la minéralisation et les approches axées sur l'océan. Conduite par les Nations Unies, la Campagne Objectif zéro n'est qu'une initiative bénévole de plus axée sur l'industrie, n'impliquant aucune responsabilité ni conséquence pour ceux qui ne respectent pas les objectifs fixés, tout en promouvant des solutions techniques inexistantes et d'autres fausses solutions comme la compensation du carbone. Topping lui-même a déclaré publiquement que « les compensations sont au cœur de la crédibilité des engagements zéro émission nette ».

Taskforce on Scaling Voluntary Carbon Markets (TSVCM)

La Taskforce on Scaling Voluntary Carbon Markets (TSVCM) a été créée par Mark Carney, ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre et actuellement Envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'action climatique. Il est également le conseiller financier du Premier ministre britannique pour la COP26, tout en conservant son rôle de vice-président de Brookfield Asset Management, investisseur en combustibles fossiles, où Carney a subi le feu des critiques pour un scandale lié au concept « zéro émission nette ». La TSVCM se consacre à l'élargissement des marchés du carbone, une « fausse solution » qui a causé de nombreux dégâts et empêché toute action réelle pour lutter contre le changement climatique (voir l'Annexe 2). La TSVCM a proposé un marché de compensation d'une valeur pouvant s'élever à 100 milliards de dollars par an. Il s'agit du montant annuel que les pays du Nord avaient promis aux pays du Sud pour l'action climatique, et qui ne s'est jamais matérialisé. Il est profondément injuste que cette somme soit à présent proposée comme système de compensation par les banquiers qui en bénéficieront et par les industries qui seront autorisées à continuer de brûler des combustibles fossiles. Comme le dit le directeur de Greenpeace pour l'Asie du Sud-Est et ancien négociateur sur le climat pour les Philippines, « acheter nos forêts, nos terres, notre nature pour favoriser le greenwashing de leurs activités habituelles ne saurait remplacer le financement de l'action climatique en vue de permettre la transformation économique ». Comme pour parer ces critiques, le nouvel organe de gouvernance de la TSVCM a réservé trois places aux « peuples autochtones et aux communautés locales », aux côtés de BP et de nombreux autres représentants du monde du commerce du carbone, tels que l'IETA, qui siège désormais au nouveau secrétariat exécutif. Le nouvel organe de gouvernance devrait faire une annonce publique lors de la COP26.

Annexe 2 : Distractions dangereuses des grands pollueurs (extrait de « La Grande Arnaque »)

Les grands pollueurs se servent des politiques « Zéro émission nette » pour unir toute une série de technologies risquées, y compris les technologies de géo-ingénierie et autres stratégies imparfaites. Vous trouverez ci-dessous quelques-unes des techniques les plus courantes. Chacune d'entre elles est un écran de fumée qui permet la poursuite des émissions et qui, si elle est déployée à grande échelle, aura des conséquences sociales et environnementales néfastes. De manière toute aussi fondamentale, elles détournent l'attention de la mise en œuvre rapide des véritables solutions qui sont nécessaires.

Brûler des arbres ou de la biomasse (surnommé « Bioénergie »):

La combustion d'arbres pour produire de la bioénergie comme une forme d'énergie renouvelable neutre en carbone est présentée comme une solution « zéro émission nette ». Il est prouvé que la combustion d'arbres émet plus de gaz à effet de serre que le charbon ou le gaz naturel, si l'on tient compte du cycle de vie des émissions et de leur mise en œuvre à l'échelle commerciale. S'il est réalisé à l'échelle suggérée par les grands pollueurs, le brûlage d'arbres à des fins énergétiques est également susceptible de donner lieu à l'accaparement de terres, à une perte de biodiversité et à la violation des droits des peuples autochtones, des communautés locales, des femmes et des communautés les plus vulnérables.

Captage et stockage du CO₂ (CCS/CUSC) : L'une des deux propositions technologiques qui composent le système BECCS (bioénergie, captage et stockage du carbone, voir ci-dessous), appelée Capture et stockage du carbone (CSC) ou Captage, utilisation et stockage du carbone (CUSC), constitue à dire qu'il est convenable de continuer à polluer, si les grands pollueurs peuvent d'une manière ou d'une autre aspirer le dioxyde de carbone, le stocker dans le sol ou l'utiliser dans d'autres productions afin de reporter les émissions. Cependant, la quasi-totalité du CSC existant est utilisée pour la récupération assistée du pétrole (EOR), un processus mis au point par l'industrie pétrolière afin d'atteindre des réserves de pétrole profondes qui seraient autrement inaccessibles et non viables. Le changement de nom en « captage et stockage du CO₂ » est trompeur car il présente le CSC comme un avantage net pour le climat alors qu'il est surtout utilisé pour exploiter davantage le pétrole. De plus, le processus lui-même nécessite des combustibles fossiles pour être mis en œuvre et alimenter le CSC, la consommation de combustibles fossiles étant susceptible d'augmenter de 40 %.

Bioénergie et captage et stockage du carbone (BECCS) : Une combinaison de deux technologies à grande échelle qui consistent à cultiver et à brûler de la biomasse, comme des arbres, pour produire de l'énergie, puis à aspirer simultanément les émissions dans l'air et à les stocker d'une manière ou d'une autre dans le sous-sol grâce au captage et au stockage du carbone (CCS). Non seulement, sur les plans technologique et énergétique, cette solution n'est pas viable et vouée à l'échec, mais elle constitue en plus une menace pour les droits de l'homme, la justice environnementale et la sécurité alimentaire étant donné la quantité de terres nécessaires pour cultiver suffisamment de biomasse à brûler, ainsi que des particules et de la pollution nocive qui résultent de la combustion de la biomasse pour produire de l'énergie. Comme pour le CCS, les grands pollueurs ont l'intention d'utiliser ce procédé non seulement pour continuer à polluer, mais aussi pour la récupération assistée du pétrole (EOR) afin d'atteindre et d'extraire le pétrole dans des endroits difficiles d'accès, ce qui entraînant encore plus d'émissions.

Marchés carbone : Ils permettent aux grands pollueurs de continuer à polluer et de réaliser leur soi-disant réductions d'émissions en achetant des « crédits carbone » à d'autres pays ou acteurs qui ont moins contribué au changement climatique. Il est prouvé qu'ils conduisent à la fraude et à la spéculation, et qu'ils n'ont pas permis de réduire substantiellement les émissions. Non seulement ils tentent de compenser les émissions après coup et n'obligent pas les

grands pollueurs à rendre des comptes, mais ils offrent souvent aux entreprises une occasion supplémentaire de gagner de l'argent. Par exemple, Cargill cherche à devenir elle-même un développeur de compensations carbone, en vendant ces crédits à d'autres.

Captage direct de l'air (CDA) : Les grands pollueurs peuvent continuer à polluer et mettre au point une technologie qui aspire le dioxyde de carbone de l'air. Comme le BECCS, cette technologie n'a pas été testée à grande échelle, elle est très risquée et extrêmement énergivore, et il est peu probable qu'elle fonctionne un jour à l'échelle requise, dans les délais impartis et de manière équitable. Afin de stocker le dioxyde de carbone une fois qu'il a été extrait de l'atmosphère, la technologie de Captage direct dans l'air (CDA) devra probablement fonctionner en association avec le CSC ou le CUSC. Elle dépend donc en outre d'autres technologies qui ne seront peut-être jamais efficaces à grande échelle.

Solutions Basées sur la Nature (SBN) : Lorsqu'il est utilisé par les grands pollueurs, il s'agit d'un nouveau nom qui fait référence à la vieille idée de promouvoir la création de plantations à grande échelle et des projets de conservation en tant que « compensation » pour l'utilisation continue des combustibles fossiles. Ce concept est utilisé par les grands pollueurs pour transformer la nature en marchandise, en permettant à une entreprise ou à un gouvernement de compenser leurs émissions en finançant des projets destinés à absorber les émissions de carbone (en créant des puits de carbone par le biais, par exemple, de plantations de monoculture et d'autres formes de boisement et de pratiques agricoles) et en affirmant que l'élimination du carbone par ces projets peut compenser leurs niveaux élevés d'émissions. Nombre de ces programmes ont été largement discrédités et il a été démontré que non seulement ils ne parviennent pas à compenser les émissions en question ou ne le font que temporairement, mais qu'ils sont souvent à l'origine de violations de droits de l'homme. Pour plus d'informations, voir plus de détails dans la section sur REDD+ (Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts).

Compensations carbone : Un acteur polluant peut « annuler » ses émissions en investissant dans des projets qui stockent ou réduisent le carbone, comme des programmes de « conservation » des forêts, qui déplacent souvent des communautés, en prétendant réduire une déforestation qui est généralement insignifiante, non permanente ou vérifiable, ainsi que les plantations de monoculture qui, une fois coupées pour l'exploitation forestière, réémettent le dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Il a été prouvé qu'ils ne procurent pas de réels avantages, et risquent les mêmes abus sur les personnes et l'environnement que les autres techniques citées ci-dessus.

Hydrogène : Il s'agit de la dernière solution miracle promue par les grands pollueurs, qui, selon eux, permettra de décarboner l'économie. Mais en réalité, l'engouement des industries pour l'hydrogène vise à garantir la poursuite de leurs activités habituelles. Les grands pollueurs insistent sur le fait que l'hydrogène est « vert » et qu'il sera produit à partir d'électricité renouvelable, mais au niveau mondial, moins de 0,1 % de la production d'hydrogène est « verte », le reste provenant principalement de combustibles fossiles. Les grands pollueurs prétendent que la technologie CCUS rendra l'hydrogène « propre » et « à faible teneur en carbone », tout en maintenant leurs modèles commerciaux destructeurs - et en recevant même des subventions publiques massives pour ce faire. L'hydrogène dit « vert » est également très problématique : Les pays du Nord et leurs entreprises prévoient d'exploiter les communautés du Sud et leurs ressources afin de produire cet hydrogène pour leur propre consommation « verte ». L'hydrogène est désormais l'un des principaux éléments des politiques « zéro émission nette » de toutes les grandes compagnies pétrolières et gazières.

NET ZERO DISTRACTION PLAN

- 1) Make net zero commitments that are heavy on the PR and light on the detail.
- 2) Make sure timeline is far off - the later the better so we don't actually have to reduce emissions.
- 3) Use announcements to greenwash our image.

GOAL: HAVE OUR CAKE AND EAT IT TOO.

FOCUS SHOULD BE PR - MAKE SURE KEY MARKETS SEE OUR ADS ABOUT OUR NEW PLAN.

KEY QUESTION: HOW CAN WE CONTINUE BUSINESS AS USUAL BUT CONVINCe POLICYMAKERS AND PEOPLE THAT WE'RE CHANGING?

Remerciements (par ordre alphabétique) :

Équipe de recherche et de rédaction :

Belen Balanya, Ashka Naik, Rachel Rose Jackson, Pascoe Sabido

Contributeur-riche-s :

Dipti Bhatnagar, Souparna Lahiri, Sara Shaw

Conception :

équipe de conception AJOUTER SI BESOIN